

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 138 (1993)
Heft: 5

Artikel: Le chef d'état-major des armées françaises juge... : La politique de sécurité européenne
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345303>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le chef d'état-major des armées françaises juge...

La politique de sécurité européenne

Cette réflexion réaliste et pondérée mérite la plus large diffusion en Suisse, à un moment où nos avant-gardistes, suivis par des personnalités avides de se mettre au goût du jour, jettent la neutralité par-dessus les moulins et veulent intégrer la Suisse dans un système de sécurité européen qui n'existe pas! Le président Edgar Faure disait que «ce ne sont pas les girouettes qui tournent mais le vent»; Benjamin Franklin aurait pu lui répondre en rappelant qu'«un sac vide se tient difficilement debout»... (Rédaction)

«Pour que l'Europe, à neuf ou à douze, puisse engager des forces, une force d'action rapide européenne par exemple, il faudrait d'abord que cette force existe et puisse se trouver aux ordres d'un chef européen disposant d'un état-major issu des armées des différentes nations européennes. Il faudrait ensuite et surtout que ce «chef militaire européen» reçoive des directives, ce qui présuppose évidemment une union politique et une politique étrangère commune. D'ici là, s'il se passe quelque chose à nouveau dans le monde, les pays européens agiront une fois de plus en ordre dispersé et vraisemblablement sous le leadership américain.

«Pourtant, seule l'Europe groupée dispose du potentiel économique permettant de bâtir un système de défense cohérent et complet, supportant la comparaison avec la puissance américaine ou avec celle dont disposera certainement la Russie (l'Ukraine peut-être) après les soubresauts d'agonie

de la ci-devant Union soviétique.

«Encore faudrait-il que l'ensemble des pays européens ne baissent pas trop vite la garde. En 1989, les Douze consacraient 150 milliards de dollars par an pour leur défense, dont 105 au total pour la France, la Grande-Bretagne et la République fédérale d'Allemagne. A la même époque les Etats-Unis avaient un budget de 300 milliards de dollars. Or le produit national brut des Douze rattrape celui des Etats-Unis. Ajoutons à cela que, dépensant deux fois moins, l'Europe dépense mal. Rares sont les programmes communs à plusieurs pays permettant les effets de série, y compris pour les munitions.

«Les conséquences financières sont graves: la part des recherches et du développement est trop élevée, surtout en France. Les conséquences opérationnelles sont plus graves encore: trop peu de systèmes seraient inter-opérables sur le champ de bataille, à commencer par les systèmes de

transmission. En 1991, et pour longtemps encore, l'Europe occidentale disposait seulement de deux petits porte-avions à catapulte, les deux porte-avions français, qui à eux deux n'ont pas les capacités d'un seul des quinze porte-avions américains. (...) Les choses se passent en Europe comme si, regardant à l'ouest, nous avions le spectacle de forces armées spécifiques et équipées différemment pour chaque Etat des Etats-Unis. (...)

«Malgré leur souhait de conserver le leadership total qu'ils ont obtenu en 1991, les Etats-Unis, sous la pression de leur situation économique, n'accepteront plus de dépenser autant pour la liberté de l'Europe. Il faudra alors que les Européens consacrent les sommes nécessaires à leur défense pour qu'elle soit efficace, qu'ils coordonnent mieux leurs actions, qu'ils prennent plus de responsabilités.»

Général Maurice Schmitt
De Diên Biên Phu à Koweït City. Paris, Grasset, 1992, pp. 272-273